


**AIDE INTERNATIONALE**

# Les pays riches boudent le sommet contre la faim

Silvio Berlusconi est le seul chef d'État du G8 à s'être rendu au sommet de la FAO à Rome.

## LES ENGAGEMENTS PRIS SE RÉSUMENT À UN CATALOGUE DE BONNES INTENTIONS.

PAR XAVIER HAREL

**L**e jeûne de 24 heures observé par le directeur général de la FAO, Jacques Diouf, pourrait bien rester comme le seul point saillant du sommet contre la faim qui s'est ouvert hier à Rome pour trois jours. Alors que la faim touche plus d'un milliard de personnes dans le monde, aucun chef d'État ou de gouvernement n'a jugé bon de se rendre au sommet organisé par l'agence onusienne. Seule l'Italie, hôte du sommet, est représentée par son chef du gouvernement, Silvio Berlusconi.

La situation est pourtant alarmante. « Aujourd'hui, plus de 17.000 enfants vont mourir

de faim, un toutes les cinq secondes, 6 millions par an », a rappelé dès l'ouverture du sommet le secrétaire général de l'ONU, Ban Ki-Moon. « Il nous faut effectuer des changements significatifs pour pouvoir nous nourrir », a-t-il souligné. La planète comptera 9 milliards d'habitants en 2050. Et, pour nourrir tout le monde, une hausse de 70 % de la production agricole est nécessaire.

À trois semaines du sommet de Copenhague, Ban Ki-Moon a souligné qu'il ne pouvait y « avoir de sécurité alimentaire sans sécurité climatique ». Le réchauffement climatique pourrait avoir des conséquences dramatiques sur les rendements agricoles, notamment en Afrique, en Asie et en Amérique latine.

Si les États s'accordent sur le diagnostic, ils peinent à définir un agenda clair et contraignant des mesures à prendre pour, comme ils l'appellent de leurs vœux, « éradiquer la faim dans le monde ». Le communiqué final adopté hier se résume en effet à un catalogue de bonnes intentions sans objectif chiffré, ni calendrier. La date butoir de 2025, initialement retenue pour « éradiquer la faim dans le monde », a été supprimée du

communiqué final.

### ■ « INVERSER LA TENDANCE »

La déclaration finale appelle également à « inverser la tendance à la diminution des financements internationaux et nationaux consacrés à l'agriculture ». Mais cet objectif n'est assorti d'aucun engagement chiffré. Le directeur général de la FAO, Jacques Diouf, a pourtant évalué à 44 milliards de dollars par an les investissements nécessaires pour mettre un terme à la faim dans le monde. « Ce plan n'est pas chiffré et il n'existe aucun mécanisme pour rendre les pays redevables de leurs engagements », regrette Jean-Denis Crola, responsable du programme agriculture à Oxfam. « C'est un salmigondis de lieux communs », estime pour sa part Jacques Carles, délégué général de Momagri, un « think tank » français. « En 2007, la FAO était au bord de la faillite. La crise alimentaire lui a rendu un certain lustre mais les États, qui privilégient la coopération bilatérale dans le domaine agricole, se gardent bien de faire passer leurs propositions par l'agence onusienne », explique-t-il. ■

